

L'honorable M. WILLOUGHBY: A l'exception de M. Hoey, dont le nom a été mentionné, les représentants du syndicat sont retournés dans leurs foyers. Si j'avais déposé le bill moi-même et si j'avais reçu des instructions de ceux mêmes qui en désirent l'adoption, je ne craindrais pas d'agir, car je n'ai jamais reculé après avoir pris une décision, dussé-je me tromper. A en juger par un entretien que j'ai eu ce soir avec M. Hoey, je crois qu'il lui répugne d'assumer quelque responsabilité, bien qu'il approuve dans l'ensemble l'amendement de l'honorable sénateur de Regina (l'honorable M. Laird). Je dois agir franchement envers mes collègues. Dans les circonstances singulières où je me trouve, je ne crois pas avoir le droit de dire que je peux lier d'une manière ou d'une autre ceux dont le bill devait servir les intérêts. J'ai candidement exprimé mon opinion, croyant alors que j'agissais conformément à mes instructions. On m'invite maintenant à faire autre chose. Si je représentais une seule compagnie—par exemple, une banque ou une compagnie de chemin de fer—je pourrais avant peu obtenir des instructions formelles et prendre une décision; mais, dans ce cas-ci, les intéressés sont absents et dispersés dans les provinces de la Prairie et je n'ai pas pu communiquer avec eux, ni avec le représentant qui m'avait donné des instructions en premier lieu. Après ces quelques mots d'explication, j'ai l'intention de ne consentir à rien. Ainsi, le Sénat est libre d'agir comme bon lui plaira. Je crois que j'étais tenu de faire cette franche déclaration aux membres de cette Chambre avec lequel j'espère vivre de longues années encore.

L'honorable M. BEIQUE: Si personne ne s'y opposait, nous pourrions recueillir les opinions sur le projet de reconnaître aux parties les droits dont elles jouissaient sous le régime de la loi de 1912, et de conférer au syndicat le privilège d'acheter des éleveurs.

L'honorable M. CALDER: Monsieur le président, j'ai quelque chose à suggérer. Je me suis enquis auprès de deux ou trois personnes qui se sont intéressées au présent bill et qui ont eu des pourparlers avec les deux camps. Je n'ai pas pris part à ces pourparlers, m'étant rigoureusement tenu à l'écart. Or, on me dit que ce projet pourrait ne pas convenir à l'une ou l'autre des parties. Je suis porté à croire que nous sommes sur le point de nous entendre, mais il me semble que nous devrions obtenir en même temps l'assurance que l'entente plaira assez aux deux groupes intéressés. S'il en est ainsi, tant mieux. Y a-t-il une raison de décider la question ce soir? Pour ma part, vu la situation qui règne dans un autre endroit, je ne doute point que nous siégerons toute la journée demain et que nous n'aurons, pour ainsi dire, à nous occuper que de ce projet de loi. Je suggère donc que nous

levions la séance afin que ceux qui s'intéressent au bill aient l'occasion d'opérer un rapprochement entre les parties. Je parle très sérieusement. Nous ne devrions pas agir avec précipitation. Chacun sait que le bill est extrêmement contentieux et que de grands intérêts sont en jeu. Nous avons affaire à deux grandes puissances. Nous devrions, si nous le pouvons, arriver à une conclusion agréable à la Chambre, ainsi qu'aux deux groupes intéressés. J'émetts l'avis que nous fournissions aux négociateurs l'occasion de poursuivre leurs négociations.

L'honorable M. BEIQUE: Pour ma part, je ne m'y oppose pas. Je comptais partir demain matin. J'ai des affaires très importantes.

L'honorable M. CALDER: Il est dix heures et vingt. Si les honorables sénateurs le veulent bien, ceux que la question intéresse et qui prennent part aux négociations pourraient se réunir afin que nous revenions dans une heure pour régler l'affaire.

Quelques VOIX: A demain.

L'honorable M. DANDURAND: Pourquoi ne pas suspendre la séance jusqu'à onze heures ce soir?

Quelques VOIX: Non, non. Demain matin.

L'honorable M. TURRIFF: Monsieur le président, je demanderai à l'honorable sénateur de Saltcoats (l'hon. M. Calder) quels ont été les négociateurs.

L'honorable M. CALDER: Ne me le demandez pas, car je n'en sais rien. Tout ce que je sais, c'est que des négociations ont eu lieu.

L'honorable M. WATSON: Entre qui?

L'honorable M. CALDER: J'ai fait une déclaration et je n'ai pas l'intention de dévoiler les noms des personnes, car je n'en connais qu'une. Je doute fort que le Sénat puisse exiger ce renseignement. Je sais que des négociations ont eu lieu de part et d'autre. Ce projet de loi intéresse certains avocats et d'autres personnes. Dans sa présente forme, me dit-on, l'amendement ne plairait peut-être pas à l'une des parties. S'il en est ainsi, il serait fort regrettable que le Sénat se prononçât formellement et définitivement en ce moment, dans le cas où il serait possible de fournir aux parties l'occasion de s'entendre.

L'honorable M. DANDURAND: Voici la difficulté que je prévois. Le commerçant de grain est assez bien représenté officiellement; ses avocats sont ici, et il sait ce qu'il veut. D'un autre côté, les clients de l'honorable sénateur de Moose Jaw (l'hon. M. Willoughby),